

Questions/ remarques	Réponses/ commentaires
<p>Défiance vis-à-vis des institutions : reconnaître le vote blanc sans reconnaître l'obligation d'aller voter</p> <p>Cumul des mandats : distinguer le national du local. Le député maire reste intéressant</p> <p>Le principe de l'élection au scrutin uninominal à deux tours est contesté (pas en ces termes il est vrai) car le président de la République (actuel) applique son programme alors que ce programme n'a été choisi que par à peine plus de 20% des votants. Il est naturel que les 80 autres % ne se reconnaissent pas dans le programme appliqué.</p> <p>Il est arrivé aussi qu'un Président de la Vème République fasse sensiblement autre chose que le programme sur lequel il a été élu. Il est même arrivé qu'un président passe outre le résultat d'un référendum (cf la constitution européenne en 2005).</p>	<p>Une dose de proportionnelle à établir</p> <p>Comme en Suisse : consulter sur des grands sujets les citoyens</p> <p>Le Vote blanc devrait être reconnu. L'impossibilité de trouver une majorité à 50% obligerait à revoir le programme (ou à faire une coalition). Le débat n'a pas permis d'évoquer le mécanisme qui permettrait de résoudre cette situation.</p>
<p>Le RIC : c'est devenu une revendication prioritaire : « les gens sont élus et ensuite il font autre chose »</p> <p>Le cas Macron : il ne peut pas dire qu'il a été élu sur son programme</p> <p>Faire un référendum serait bien</p> <p>le référendum d'initiative partagé existe mais compliqué</p>	
<p>Crise des gilets jaunes = crise de la démocratie représentative : 18% des français ont réellement voté pour le programme d'Emmanuel Macron</p> <p>Construction de la décision publique : problème. Comment réintroduire le citoyen dans le processus de la décision publique</p> <p>« on réinvente une démocratie ».</p> <p>Ce n'est pas le pb du RIC : il faut élaborer des questions</p>	
<p>Comment construire quelque chose dans cette complexité ?</p>	
<p>Grecs : seuls avaient droit de vote les « hommes libres ». La démocratie d'Athènes a sombré car s'est enrichie sur le dos de ses alliés....la révolution a repris des éléments de la démocratie grecque ...qui a prononcé la mort de Socrate.</p>	
<p>Eviter de donner trop de pouvoir à un seul individu. Aux Etats Unis les pouvoirs du parlement sont plus importants</p>	<p><i>Voir la Suisse</i> : l'exécutif est confié à un collège de sept membres (le conseil fédéral) issus des 4 partis arrivés en tête. Le chef de l'état change tous les ans !. Les élections sont à la proportionnelle intégrale. Bicamérisme intégral : les deux chambres ont le même poids et sont obligées de voter les lois dans les mêmes termes. Possibilité de référendum à l'initiative des citoyens. Le système politique Suisse est une machine à créer des convergences et des consensus. Il s'agit d'une démocratie de convergence alors que nous sommes dans un système d'alternance et de remise en cause à chaque élection.</p>

<p>Réduction du nombre de mandats : du local on passait à d'autres mandats plus « nationaux ». Maintenant, plus de personnes instruites...ça évolue</p>	
<p>Echelons de décisions dans une région : on devrait demander aux citoyens. Problème : gestion de problèmes locaux ; faire revenir la compétence de proximité au niveau local</p>	<p>La métropole a un rôle stratégique, et non un rôle de gestion de problèmes locaux. (vision de Mme le maire qui nous invite à y réfléchir)</p>
<p>On est dans un système politique : prendre en compte le vote blanc. On a coupé la parole au peuple. Les politiques s'arrangent entre eux pour positionner une personne plus qu'une autre. C'est de la stratégie politique</p>	<p>Comment résoudre le problème ?</p>
<p>Vote blanc : intérêt : s'il est majoritaire, ça obligerait les politiques à revoir leurs projets</p>	
<p>5^{ème} république : hyper présidentiel mais moins démocratique. A revoir</p>	
<p>Code pénal : très lourd. Il y a la loi...mais il faut les décrets d'application...et souvent les lois existent déjà. <i>Il a été question de « code pénal » mais je pense qu'il s'agissait d'évoquer « l'ensemble du corpus législatif »</i></p> <p>Aux Etats Unis : moins de loi cadre, plus d'initiatives...</p> <p>Notion de droit et de devoirs...des lois ne sont pas appliquées....des impunités</p>	<p>Revoir le droit... ! L'approche des lois en France est à revoir : elles sont trop nombreuses, pas forcément applicables ne font souvent que retoucher une loi existante pour montrer que l'on fait quelque chose, et sont in fine déresponsabilisantes. Pourquoi ne pas revenir à des lois plus basiques, compréhensibles par tous mais rigoureusement appliquées ?</p>
<p>Education : ne maîtrise pas la connaissance des institutions même si c'est au programme</p>	<p>Cahuzac n'a pas eu de peine de prison, mais celui qui a volé une console de jeux a pris 4 mois</p>
<p>Cumul des mandats : ancien maire pendant 43 ans.</p> <p>Pour : <i>si on a un bon élu pourquoi se priver de sa compétence ?</i></p> <p>Contre : <i>trop de mandats conduit trop souvent à la mise en place d'un système qui ne peut être challengé, à des compromissions, à du clientélisme</i></p>	<p>Limiter le cumul et la durée... sinon ça limite les initiatives</p> <p>Cumul des mandats député / maire</p> <p>les deux fonctions sont des jobs à plein temps. « Ils n'ont déjà pas le temps de concerter leurs administrés sur les décisions qu'ils ont à prendre... » donc non seulement il ne faut pas permettre le cumul mais il ne faut pas non plus réduire le nombre de parlementaires sous peine d'accroître encore l'éloignement entre le parlementaire et ses administrés.</p>
<p>Député : fonction territoriale et législative.</p>	
<p>Maire = travail à temps complet</p> <p>Député : idem. Est-ce que des personnes ont été concertées par leur député ?</p> <p>Il faut changer le mode de concertation pour permettre aux citoyens de participer à l'élaboration des décisions politiques</p> <p>Impossible de savoir ce qui se passe dans la métropole</p>	<p>Au niveau local, une seule personne a été contactée par son député car ils se connaissent par ailleurs. Il faut aussi que les personnes s'intéressent à leurs politiques</p>

Avant élection présidentielle, réunions En marche très positives, mais ça n'a pas continué après les élections	
On peut aussi « participer » aux Conseils municipaux	<i>Nota : la personne qui s'est exprimée vient de Vernègues...</i>
Réunions comme aujourd'hui : ce n'est pas constructif. Qu'est-ce que ça va donner ? On a déjà du mal à faire de la concertation. On a été désinformé. Election = « <i>je te donne les clés de la maison mais tu ne fais pas ce que tu veux</i> » On est dans une fausse démocratie Remettre du dialogue, du savoir, du pouvoir aux citoyens.....	
Ce qui est mis en place c'est un débat ou non ? On n'est toutefois pas dans une démarche révolutionnaire Pensez-vous qu'il sortira des choses de ce débat ?	Oui, je me retrouve face aux gilets jaunes, et ce débat est positif, il faut participer
Je suis gilet jaune : on est muselé et le débat est orienté	Le débat est effectivement orienté : c'est bien, et mais c'est important de participer. Tout président ne pourra pas représenter toutes les sensibilités ; Il faut des consensus. Peu de syndiqués en France qui ne représentent pas les salariés Et « un syndicat qui revendique n'obtient rien »
Finalité du débat : prise en compte ou non des retours du débat ou il reste sur son projet	
Le président ne tient pas compte des revendications. On peut intégrer des questions qui vont au-delà de ce qui est proposé	
Macron dit : « j'applique ma politique ». Mais la population au bout d'un moment ne comprend pasrisque de blocage encore	
On a perdu depuis des années le sens du collectif. La démocratie : c'est quand on la perd qu'on peut regretter...de ne plus l'avoir. Regardons les pays autour de nous	
Droit des manifestants : pas le droit de mettre un cache-nez...	La lutte collective est difficile.
Situation avec beaucoup de contradictions. Après la guerre, il y avait de la solidarité. On a construit des vrais projets politiques On est devenu individualiste	Des retraités ne peuvent pas finir les fins de mois (avec 800, 1000 € c'est très compliqué)

<p>On veut une réforme politique...et on est dans société de consommation...et on voudrait être encore plus dans la société de consommation. Tout ceci est contradictoire</p> <p>Une société politique ne doit pas être une société de consommation</p>	<p>La majorité des retraités n' a souvent pas son loyer à payer</p> <p>Or un jeune actif doit payer son loyer....encore plus difficile</p> <p>Ne pas opposer les deux</p>
<p>Les écarts se creusent : le populisme s'accroît</p>	<p>Il y a des salaires « exorbitants » néanmoins</p>
<p>Pauvreté et misère : tous les gouvernements ont posé le problème et pourtant le phénomène se poursuit.</p> <p>Or l'argent existe...les richesses augmentent, de l'argent échappe aux systèmes...problème de répartition des richesses</p>	<p>Les gilets jaunes posent le problème</p> <p>beaucoup de dividendes des entreprises du CAC</p> <p>Ecart entre smic et salaires grand dirigeants : énorme, plus de 1000 fois</p>
<p>Aux Etats Unis : tout est possible</p>	<p>Oui, si on a de l'argent on fait tout...on est soigné, enseigné...mais ce n'est pas un vrai système social</p>
<p>Taux de pauvreté a baissé dans les dernières décennies : il est remis en question depuis 2008 et on oublie l'aspect collectif. Voir données</p> <p>On reste un des pays où le taux de pauvreté est le plus faible. Voir données (mais ceci peut aussi être dû à la faiblesse du revenu médian)</p> <p>La divergence entre les plus pauvres et les plus riches atteint un niveau insupportable (même si le taux de pauvreté en France diminue). Or il n'y a pas le sentiment qu'il y ait une lutte contre cette divergence (à noter qu'il s'agit d'un phénomène mondial et pas du tout spécifique à la France), ce qui alimente fortement le sentiment d'injustice et le ressenti d'être en difficulté financière comme encore plus insupportable.</p>	<p>Dans les entreprises : on « presse » les salariés. Les augmentations individuelles concernent surtout les cadres moins les ouvriers. La redistribution des richesses n'est pas faite</p> <p>Individualisme, solidarité...or dans une restructuration, il y a des syndicats plus ou moins représentatifs. Les syndicats ne représentent pas tous les salariés, ils s'opposent !</p> <p>La citoyenneté : « on a été éduqué » à consommer, sans s'investir pour la collectivité...il faut revenir à plus de solidarité</p>
<p>L'Ecole : prépare les élèves dans un esprit de compétition, peu de solidarité....</p> <p>Fiche de paie : elles sont simplifiées. Avec des cotisations qui constituent notre tirelire commune. On ne veut pas que ce soit simplifié</p> <p>Les syndicats sont là pour nous défendre. Dans les grandes entreprises : des gens travaillent d'autres non.</p>	<p>Le salaire intègre cotisations salariales et patronales</p>
<p>La participation des citoyens aux décisions collectives est fondamentale.</p> <p>La comptabilisation du vote blanc ne sert à rien : je ne serai pas mieux représenté et on ne me demandera pas plus mon avis.</p> <p>Il ne « faut pas voter pour des personnes mais pour des programmes » : la participation citoyenne est nécessaire</p> <p>La CNDP : a initié le Grand débat. C'est un organisme important et devrait être décliné à tous les échelons (région, département, intercommunalité commune), y compris au niveau local pour promouvoir le débat.</p>	<p>Combien coûtent tous ces dispositifs.</p> <p>Les élections ont un coût</p> <p>Le vote blanc ; si on l'introduit, ça modifie les résultats d'élections.</p> <p>Si le vote blanc est majoritaire : que faire ?</p> <p>Quand je vote blanc : c'est à moi que ça sert ! ça sert à discuter ensemble aujourd'hui</p>

<p>Institutionnaliser le débat citoyen, notamment au niveau local, par exemple dans le règlement des conseils municipaux (faire des réunions, sondages, ...)</p> <p>Le « Grand débat » démontre qu'il est possible de concerter les citoyens au niveau national. Ce même processus est a fortiori possible au niveau local pour des enjeux majeurs. Il devrait y avoir des réunions de ce type tous les mois</p>	<p>La modification des institutions en ce qui concerne la prise de décision. Les décisions sont trop centralisées : pas assez de compétence reconnues pour le local, régime excessivement présidentiel et pas suffisamment parlementaire. Exemple des USA où le président peut être bloqué dans son action (sous réserve qu'au moins une des deux chambres ne lui soit pas favorable)</p> <p>Il faut redonner aux citoyens les occasions d'exercer leur citoyenneté : l'organisation de débats (on ne parle pas spécifiquement du Grand Débat) ne devrait pas être optionnel. Les représentants devraient avoir l'obligation de dialogue direct avec ceux qu'ils représentent, devraient construire avec eux la préparation des décisions qu'ils devront ensuite soit appliquer soit défendre au niveau supérieur (national pour les parlementaires). En outre le parlementaire devrait rendre compte (à ses administrés) des positions qu'il a tenues. Remarque faite que de tels débats sont plus que souhaitables mais devraient être structurés pour que la discussion débouche sur une prise de décision claire et explicite. Regret que l'approche prometteuse lors du Plan de Transformation ait été entièrement abandonnée pour laisser place à une forme classique où l' élu décide seul.</p>
<p>Réduction nombre de députés : on va augmenter la taille de la circonscription... plus de présence aux commissions à l'assemblée...avec le risque de l'éloigner encore plus de sa circonscription (antidémocratique)</p>	
<p>Il faut suivre des règles : partir avec ce qu'il y a autour de nous. On a la chance de pouvoir voter</p>	
<p>Question de la volonté loi de 1905 sur la laïcité : lecture des articles 1 et 2 : ne pas les toucher</p>	
<p>Elections européennes : Macron n'a pas complètement les mains libres : les contraintes économiques s'imposent, les retraites vont baisser, les salaires n'augmenteront plus...programme de l'Europe. Les commissaires ont été nommés par les gouvernements</p>	<p>Pouvoir de décision de plus en plus haut....et des lois sont européennes.</p> <p>Difficile de rencontrer élus européens</p>
<p>En 2005 : référendum sur la constitution européenne. Finalement signée à Lisbonne</p>	

Nombre de députés
Vote blanc
Participation citoyenne
Ecart des salaires